

Contribution du cadre réglementaire des marchés publics à la durabilité de la restauration scolaire : preuves tirées du cas de la Région Fès-Meknès

Contribution of the regulatory framework of public procurement to the sustainability of school catering: evidence from the case of the Fez-Meknes region

Abderrahim MOUNSSIF, (PhD en Sciences Économique et Gestion)

*Laboratoire d'Études et Recherches Économiques et Sociales
Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales,
Université Moulay Ismail, Meknès, Maroc.*

Abdelmajid SAIDI, (Docteur en Sciences Économiques)

*Laboratoire d'Études et Recherches Économiques et Sociales
Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales,
Université Moulay Ismail, Meknès, Maroc.*

Rachid SADGUI, (Docteur en Sciences Économiques)

*Laboratoire d'Études et Recherches Économiques et Sociales
Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales,
Université Moulay Ismail, Meknès, Maroc.*

Othmane BOURHABA, (Docteur en Sciences Économiques)

*Laboratoire d'Études et Recherches Économiques et Sociales
Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales,
Université Moulay Ismail, Meknès, Maroc.*

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales B. P. 3102 Toulal, Meknès 50040, Maroc Université Moulay Ismail Tele : +212 5 35 45 20 92/93
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	MOUNSSIF, A., SAIDI, A., SADGUI, R., & BOURHABA, O. (2024). Contribution du cadre réglementaire des marchés publics à la durabilité de la restauration scolaire : preuves tirées du cas de la Région Fès-Meknès. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 5(9), 451-474. https://doi.org/10.5281/zenodo.13733121
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: July 31, 2024

Accepted : September 05, 2024

Contribution du cadre réglementaire des marchés publics à la durabilité de la restauration scolaire : preuves tirées du cas de la Région Fès-Meknès

Résumé

Les marchés publics verts se sont révélés comme un moyen pour atteindre les objectifs de développement durable. C'est le cas du Maroc qui, depuis l'année 2013, les décrets relatifs aux marchés publics imposent aux maîtres d'ouvrages d'intégrer les principes de durabilité dans leurs contrats. Ce papier se focalise sur les marchés publics dédiés à la restauration scolaire dans la Région Fès-Meknès pour apprécier comment contribuent-ils à sa durabilité. Pour ce faire, nous avons examiné les 18 cahiers des prescriptions spéciales des marchés conclus par les 9 directions provinciales de l'enseignement de la région en nous inspirant des dimensions de durabilité et de santé élaborées par Ramos et Gonzalez (2023). Pour une triangulation des sources de données, des entretiens semi-directifs ont été menés avec deux acteurs clés de la restauration scolaire publique, à savoir les gestionnaires des services matériels et financiers des établissements scolaires dotant d'un internat ou cantine et les sociétés titulaires des marchés, via leurs représentants. Au total, 26 entretiens ont été réalisés, 15 avec les gestionnaires et 11 avec les représentants des sociétés. Une analyse thématique du contenu a été réalisée à l'aide du logiciel statistique Nvivo version 12. Les résultats obtenus montrent que la performance économique prime au détriment des performances sociale et environnementale qui sont quelque peu insuffisantes. Des instruments tels que les circuits courts, l'économie circulaire, les énergies renouvelables ne sont pas mis en œuvre à l'échelle locale. De plus, la lutte contre le gaspillage alimentaire n'est pas une priorité, les conditions des travailleurs ne se sont pas améliorées et l'inclusion sociale des petits agriculteurs est loin d'être acquise. Cela appelle les acteurs territoriaux à s'ouvrir sur des expériences réussies à l'international pour que le cadre réglementaire des marchés publics soit au service de la durabilité de la restauration scolaire.

Mots-clés : Durabilité ; Marchés publics verts ; Région Fès-Meknès ; Restauration scolaire publique.

Classification JEL : Q01 ; R11

Type de l'article : Recherche appliquée.

Abstract

Green public procurement has proven to be a means to achieve sustainable development goals. This is the case in Morocco, which since 2013 has required public procurement decrees to integrate sustainability principles into their contracts. This paper focuses on public procurement dedicated to school catering in the Fez-Meknes Region to assess how they contribute to its sustainability. To do this, we examined the 18 specifications of the contracts concluded by the 9 provincial education directorates in the region, drawing inspiration from the dimensions of sustainability and health developed by Ramos and Gonzalez (2023). For a triangulation of data sources, semi-structured interviews were conducted with two key actors of public-school catering, namely the managers of material and financial services of public schools with a boarding school or canteen and contract-holding companies through their representatives. In total, 26 interviews were carried out, 15 with managers and 11 with company representatives. A thematic analysis of the content was carried out using the statistical software Nvivo version 12. The results obtained show that economic performance takes precedence over social and environmental performance which are somewhat insufficient. Instruments such as short circuits, the circular economy, renewable energies are not implemented at the local level. Furthermore, the fight against food waste is not a priority, the working conditions are not improving, and the social inclusion of small farmers is far from being achieved. This calls on local stakeholders to open up to successful international experiences so that the regulatory framework for public procurement serves the sustainability of school catering.

Keywords: Sustainability; Green public procurement; Fez-Meknes region; Public school catering.

JEL Classification : Q01 ; R11

Paper type: Empirical research.

1. Introduction

Les marchés publics constituent une activité économiquement importante à l'échelle mondiale, représentant 12 % du PIB dans les pays de l'OCDE (OECD, 2019; Kutlina-Dimitrova, 2018). Ils représentent des pourcentages bien plus élevés dans les pays en développement (Smith et al., 2016). Avec l'engagement des pays à l'Agenda 2030 pour le développement durable, une universalisation des marchés publics verts a été accélérée dans la mesure où l'objectif 12 appelle à promouvoir des pratiques durables de passation des marchés publics (Ramos et Gonzalez, 2023). Dans cette optique, la stratégie Europe 2020 a défini les marchés publics comme une stratégie visant à soutenir le développement durable, dépassant ainsi la vision traditionnelle selon laquelle est considérée comme une simple dépense de fonds publics (Mendoza Jiménez et al., 2019). Ils pourraient donc apporter une contribution positive à la durabilité (Walker et Brammer, 2012; Fet et al., 2011; Morgan, 2008), non seulement via les choix d'achat directs des institutions publiques (Alvarez et Rubio, 2015), mais aussi en donnant l'exemple aux entreprises du secteur privé sur ce en quoi consistent les stratégies d'achats durables et sur ce qu'elles peuvent accomplir (Igarashi et al., 2015; Bauer et al., 2010). À cet égard, ils disposent d'un pouvoir clé dans la réglementation (Morgan, 2008). Dans le même ordre d'idées, Testa et al. (2012) affirment que les marchés publics ont un fort potentiel pour la diffusion des pratiques durables en stimulant l'éco-innovation.

Dans ce sens, nombreuses sont les régions du monde qui ont élaboré des politiques d'achats publics durables (Conseil de l'UE, 2006 ; Conseil de l'UE, 2014). Ces politiques sont bien illustrées dans les services de restauration scolaire publique (RSP) (Morley, 2021). Ce secteur, dont profitent 388 millions d'élèves chaque jour dans au moins 161 pays (WFP, 2020), et qui constitue un marché potentiellement énorme pour les agriculteurs (Dinis et Guilherme, 2023), a été mis en avant comme un moyen pour développer des initiatives de durabilité (Oostindjer et al., 2017; FAO, 2020; Balzaretto et al., 2020). À cet effet, et à titre d'exemple, une connexion de l'agriculture bio et locale avec la RSP a été réglementée au Brésil par une loi n° 11.947/2009. Cette loi a imposé à tous les États fédéraux de consacrer 30 % de leurs budgets dédiés à la RSP pour l'achat des produits bio et locaux auprès des petits agriculteurs (Foresti et al., 2006 ; Kleine et Brightwell, 2015). En France, une loi appelée EGalim¹ a été promulguée en 2018, imposant, dès le 1^{er} janvier 2022, à la restauration collective publique de proposer au moins 50 % de produits durables et de qualité, dont au moins 20 % de produits bio (Morand et Maréchal, 2021). Les programmes de la ferme à l'école, favorisant les chaînes d'approvisionnement alimentaire courtes, se sont répandus dans différents territoires du monde (Dinis et Guilherme, 2023 ; Allen et Guthman, 2006).

Au Maroc, dans le cadre de ses efforts pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le Royaume s'efforce d'adapter son arsenal juridique aux exigences du développement durable. Ainsi, le Décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics du 20 mars 2013 a obligé tout maître d'ouvrage à prendre en considération le respect de l'environnement et les objectifs de développement durable dans tous ses contrats (B.O Maroc, 2013). En suivant le même sillage, le Décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics, abrogeant son précédent en 2023, a insisté sur la prise en compte des principes de durabilité au niveau des cahiers de charges. De plus, il a promu de la valeur ajoutée locale, en ayant offert une discrimination positive dans la passation des marchés aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives, aux unions des coopératives et aux autoentrepreneurs installés au Maroc (B.O Maroc, 2023). Dans le même temps, le Maroc table sur le secteur de RSP pour appuyer l'enseignement des enfants, et pour réduire les inégalités territoriales en matière d'accès à l'éducation (MENPS,

¹ EGalim : loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (Morand et Maréchal, 2021).

2022). À cet effet, les Académies Régionales d'Éducation et de Formation (AREF) et/ou les Directions Provinciales de l'Enseignement (DPE) mobilisent, annuellement, des budgets importants pour gérer le service. Pour cela, elles concluent des marchés, qui soumettent au Décret précité, avec des entreprises privées et spécialisées (MENPS, 2022). Cependant, aucune étude n'a évalué leur contribution à la durabilité de la RSP.

Par ailleurs, hormis l'étude menée par Ramos et Gonzalez (2023), qui a évoqué les dimensions économique, sociale, environnementale et sanitaire pour évaluer la contribution des marchés publics de la RSP à la durabilité des systèmes alimentaires territorialisés dans deux régions de l'Espagne, la revue de littérature scientifique réalisée par Molin et al. (2021) a montré que la durabilité des marchés publics verts a été analysée selon une approche restreinte. C'est-à-dire à l'une des dimensions constitutives de la durabilité (Cerutti et al., 2016; Perez-Neira et al., 2021). C'est dans cette perspective que cette étude vise à explorer comment le cadre réglementaire des marchés publics contribue-t-il à la durabilité de la RSP dans la Région Fès-Meknès.

Outre cette introduction, la suite de ce papier présente la revue de littérature, la méthodologie adoptée, les résultats obtenus et leurs discussions, ainsi que la conclusion et les perspectives de recherche.

2. Revue de littérature

Afin d'explorer la contribution des marchés publics à la durabilité de la RSP, nous avons jugé utile de mettre l'accent sur le concept de restauration scolaire publique et la transition de ses rôles sous l'égide de la durabilité, ainsi que sur le cadre théorique des marchés publics durables.

2.1. La RSP

2.1.1. La RSP, un segment de la restauration collective

La RSP est une forme de la restauration collective (Caputo et al., 2017). Elle a un caractère social (De Souza et al., 2023). À la base, elle consiste à prendre soin des enfants. L'acte de les nourrir est crucial pour la reproduction sociale (Gaddis et Coplen, 2018). Par définition, c'est l'un des rares services publics qui s'adresse spécifiquement aux générations futures (Morgan et Sonnino, 2008). Si on revient aux travaux de Palumbo et al. (2018) ; Braun et al. (2018), on déduit que la RSP désigne l'aspect pratique et logistique de la préparation et de la distribution des repas à l'école publique. C'est la gestion des cuisines, des personnels, des locaux et des chaînes d'approvisionnement.

Par ailleurs, Bundy et al. (2011) distinguent quatre méthodes principales pour fournir des denrées alimentaires aux programmes de restauration scolaire. La passation de marchés à l'international, au niveau national, au niveau local, avec des entreprises proches des écoles, et la restauration scolaire bénéficiant du soutien de la communauté.

2.1.2. Attributions traditionnelles de la RSP

La RSP sert à promouvoir la scolarisation et l'assiduité des enfants (Bundy et al., 2011; Dapo-Famodu, 2021). Elle a pour objectif d'améliorer l'état nutritionnel des élèves ciblés par ce service (Candy Lugaz, 2006; Dapo-Famodu, 2021). De même, elle a pour but de renforcer leur protection sociale ainsi que de leurs familles (WFP, 2020) Hatløy et Sommerfelt, 2017; Dapo-Famodu, 2021). En outre, elle vise la lutte contre les inégalités des chances, de genre, et de revenus. De plus, elle a pour objectif de construire la paix et la résilience dans les zones de conflit (WFP, 2020). De surcroît, elle constitue un investissement dans la prochaine génération et dans le capital humain des pays (Vasilakis, 2011; WFP, 2020).

2.2. La RSP sous l'égide de la durabilité

Pour aborder la transition des rôles de la RSP sous l'égide de la durabilité, il s'avère judicieux

de démontrer ce que désigne le concept de durabilité, ses enjeux et d'identifier ses fondements théoriques. Faisons donc le point!

2.2.1. La durabilité et ses enjeux

La durabilité renvoie au paradigme du développement durable (Billaudot et Destais, 2009). C'est le pont qui concilie la conservation des écosystèmes avec le progrès et le bien-être humains (L. Roque et al., 2022). Depuis la création du terme développement durable à partir de discussions sur l'écodéveloppement, avec Maurice Strong, et propagé par l'économiste Ignacy Sachs, dans les années 1970 (de Sousa et al., 2015), le concept de durabilité est devenu un sujet brûlant pour les scientifiques ainsi que pour les praticiens (Lehtinen, 2012). Cependant, il n'y a pas une unanimité sur sa définition (Theys, 2020; Baddache, 2010; Gendron, et J.P. Revère, 2000; Lehtinen, 2012). Certains se concentrant uniquement sur l'impact environnemental, d'autres incorporant les nombreuses implications économiques, personnelles et socio-culturelles (Baddache, 2010). La définition la plus largement adoptée et la plus souvent citée est celle de la Commission Brundtland (1987): « *C'est un développement qui répond aux besoins des générations actuelles sans compromettre ceux des générations futures* ».

En fait, les définitions de la durabilité trouvées dans la littérature font de plus en plus référence à l'intégration des responsabilités sociales, environnementales et économiques. C'est dans cet ordre d'idées que Oueslati (2006) explique que la véritable durabilité ne se produit qu'à l'interaction des trois domaines - environnemental, sociale et économique. De son côté, Farid Baddache (2010) explique que le développement viable nécessite de prendre en compte de façon harmonieuse les « trois piliers » de la vie moderne, que sont l'économie, le social et l'environnement. À chaque pilier correspondent des critères particuliers. Ainsi, l'approche économique recherche pour chaque action (produire, vendre et acheter, travailler, se déplacer, se nourrir) les pratiques et les produits apportant un bon rapport qualité/prix. La dimension sociale s'exprime lorsqu'on veille à adopter des pratiques propices au développement de l'emploi et respectueuses de l'intégrité et de la culture des personnes qui travaillent à la production des biens consommés. Enfin, sur le plan de l'environnement, le développement durable implique de choisir des pratiques, des produits et des processus de production favorables au respect de la planète et de la santé.

À l'heure actuelle, l'expression « développement durable » fait largement consensus, mais au prix d'un sens partagé qui demeure flou et flexible. Ce qui la rend susceptible d'être interprétée de manière aussi étendue et variée que contradictoire (Billaudot et Destais, 2009; Gendron, et J.P. Revère, 2000). Alors, quels sont ses fondements théoriques ?

2.2.2. Fondements théoriques de la durabilité / Développement durable (DD)

Selon Billaudot et Destais (2009), l'interprétation du développement durable a créé des débats dans l'espace public et entre les scientifiques. Elle a montré même des oppositions entre ses partisans : les deux familles ultralibérale et sociale-libérale, qualifiées de néolibéraux (vision conservatrice) et les contestataires hétérodoxes (les classiques et les néomarxistes), auxquelles s'ajoute les partisans de la décroissance.

En fait, le travail de Billaudot et Destais (2009) offre une analyse approfondie des divers concepts de durabilité qui se trouvent dans la littérature économique et dans le domaine politique. Nous la synthétisons ainsi :

Selon les ultralibéraux et les sociaux-libéraux, l'obtention d'un DD n'implique pas de remettre en question la croissance économique comme objectif sociétal « conservateur ». Le DD s'imposera, soit par la force des choses (la main invisible des néolibéraux), soit par des interventions publiques pour régler les failles du marché (les sociaux-libéraux).

Pour la position progressiste, la réforme des institutions est la seule voie pour un progrès social. Dans cette perspective, ce qui est économique est nettement distingué de ce qui est sociétal.

Enfin, pour les partisans de la décroissance, seule la décroissance est soutenable. Il faut donc repenser le développement et les institutions en rompant complètement avec le modèle en place. La durabilité passe par la décroissance au Nord et un autre type de vie sociale, renouant avec l'histoire, au Sud.

Selon Billaudot et Destais (2009), en écartant les analyses standards de nature statique en termes d'allocation optimale des ressources devenues rares (analyse coût-avantage et analyse coût-efficacité), une diversité d'approches théoriques de la durabilité en économie est identifiée.

Une approche qualifiée de néoclassique conserve l'hypothèse de substituabilité entre les divers facteurs de production : du capital technique peut se substituer au capital naturel. Il est alors question de soutenabilité faible. Dans ce cadre, la croissance et le développement sont confondus. Le DD s'imposera par la force des choses.

La deuxième s'est constituée sur la base d'une critique du postulat de substituabilité parfaite entre capital naturel et technique. Il s'agit de l'économie écologique. Le concept de soutenabilité forte est associé à cette nouvelle discipline qui comprend trois écoles :

- a) L'École de Londres : le DD passe par l'intervention publique, elle admet la possibilité de substitutions, mais celles-ci sont considérées comme limitées. Elle écarte le « laisser faire ».
- b) L'École de l'écologie industrielle considère pour sa part qu'un profond changement institutionnel spontané dans le domaine des procédures techniques assurera le DD. Le changement spontané remis en cause l'intervention de l'État.
- c) L'École américaine : aucune substitution entre le capital naturel et les autres composantes n'est possible. Seule une économie stationnaire permettra le DD.

Une approche concerne les analyses économie-environnement en univers controversé. Le DD est donc pensé comme l'effet d'un jeu d'acteurs en univers controversé. Les controverses scientifiques conduisent à légitimer l'intervention publique pour atteindre le DD. Les controverses morales ont des implications normatives ouvertes, et ses auteurs se basent sur l'Économie des conventions pour dire que la rationalité n'est pas une donnée. Elle est le résultat d'une coordination et le DD se définit par le débat démocratique.

Les analyses globales (économie-environnement-social) dissociant le développement de la croissance économique.

- a) La problématique humaniste : le DD résulte de conditions normatives définies à l'intersection des trois piliers (économie, environnement, social) et nécessite des changements institutionnels. La base de cette problématique est antérieure à la prise en compte de la question écologique. Cette approche puise son inspiration dans les travaux de l'économie du développement, et ce dernier ne se réduit pas à sa dimension économique. Si le développement implique qu'il y ait croissance économique, en revanche la croissance économique ne conduit pas nécessairement au développement.
- b) Les analyses en termes de compromis historiques institutionnalisés entre acteurs sociaux ont des implications normatives ouvertes. Le DD est alors une notion positive qu'il ne s'agit plus de normer mais dont il convient de comprendre l'émergence.

Une analyse globale assimilant croissance et développement : l'application du principe d'entropie (thermodynamique) aux activités humaines invite à envisager une décroissance équitable. En retenant que la terre est un système fermé en ce qui concerne les ressources naturelles non renouvelables, il en conclut qu'il ne peut y avoir de croissance économique indéfinie. Cette approche considère que la durabilité du développement ou de la croissance une illusion qui va conduire l'humanité à sa perte.

Bref, il y a un assemblage d'écoles ne partant pas des mêmes présupposés. Elles confèrent une signification distincte aux concepts de croissance et de développement, et par conséquent à celui de durabilité.

2.2.3. De la polémique du DD à la recherche d'une gouvernance mondiale

Les changements dramatiques survenus pendant ces dernières décennies dans la société mondiale à savoir le réchauffement climatique, le changement des modes de production et de consommation, la perte de la biodiversité, l'épuisement des sols, ont secoué toutes les nations. À cet égard, les gouvernements sont devenus conscients des dommages futurs potentiels associés à ces changements. Ce qui a conduit à une convergence des efforts des pays vers la recherche d'une gouvernance mondiale visant à promouvoir le développement durable. Dans ce sens, les Nations Unies ont défini en 2015 dix-sept Objectifs de Développement Durable (ODD) auxquels les pays signataires (plus de 150) s'engagent à poursuivre d'ici 2030 (Bertoni et al., 2018). Les ODD font partie du nouveau programme plus large de développement durable à l'horizon 2030 qui s'appuie sur les réalisations des OMD (ONU, 2016).

Les 17 ODD sont : 1-Pas de pauvreté ; 2-Faim zéro ; 3-Bonne santé et bien-être; 4-Éducation de qualité ; 5-Égalité des sexes ; 6-Eau propre et assainissement ; 7-Une énergie abordable et propre ; 8-Travail décent et croissance économique; 9-Innovation et infrastructure de l'industrie ; 10-Inégalités réduites ; 11-Villes et communautés durables ; 12-Consommation et production responsables ; 13>Action climatique ; 14-La vie sous l'eau ; 15-La vie sur terre ; 16-Institution forte pour la paix et la justice ; 17-Partenariats pour les objectifs. Les 17 ODD englobent 169 cibles concernant différentes questions pertinentes pour l'avenir de la société mondiale (UN, 2015).

2.2.4. Transition des rôles de la RSP à l'ère de la durabilité

Suite au compromis mondial envers le DD, l'attention des chercheurs s'est tournée vers les secteurs qui peuvent contribuer à atténuer les défis mondiaux menaçant la santé humaine et planétaire.

Alors, en raison de sa taille et sa valeur économique importantes, ainsi que sa destination aux générations futures (WFP, 2020), la RSP est devenue un terrain d'étude fertile pour les scientifiques (Berthoud, 2017 ; Oostindjer et al., 2017). À cet égard, elle est sollicitée pour répondre à des problématiques sociétales bien au-delà de ses attributions traditionnelles (Morgan et Sonnino, 2008). Cela suggère qu'elle peut être considérée comme une plate-forme dans laquelle les transitions vers la durabilité alimentaire tiennent compte des besoins, des ressources et des attentes de multiples parties prenantes dans des sphères d'influence distinctes. (Graça et al., 2022). Dans ce sens, Hatløy et Sommerfelt (2017) expliquent que la RSP ne se limite pas à la seule fonction de pérennisation de la scolarité des élèves, mais doit contribuer à la réalisation des ODD.

Dans le même ordre d'idées, Di Chiro, (2008) voit dans la RSP un ensemble de processus politico-économiques, socioculturels et matériels-environnementaux indispensables pour préserver la vie quotidienne et soutenir les cultures et les communautés humaines, de manière intergénérationnelle. De leurs côtés, Eustachio Colombo et al. (2020) estiment qu'à l'aube des ODD, la RSP doit tenir compte de nombreux aspects. Les besoins nutritionnels doivent être satisfaits, l'impact sur l'environnement doit être minimisé, les repas doivent être acceptables pour les élèves et abordables pour les prestataires. Dans le même temps, la RSP doit contribuer au développement économique territoriale, stimuler l'agriculture biologique locale, favoriser l'inclusion sociale et accroître la résilience des systèmes alimentaires locaux.

2.3. Cadre théorique des marchés publics durables

Le concept de développement durable est au cœur des marchés publics durables (Foresti et al. 2006). Ces derniers ont caractérisé deux paradigmes encadrant différentes écoles de pensée sur les marchés publics. Le premier est qualifié de paradigme de l'efficacité. Il met l'accent sur la compétitivité accrue, la rentabilité, les systèmes rapides et allégés, la transparence et la

responsabilité envers le public. Le deuxième est le paradigme des achats publics qui va plus loin du premier en considérant les marchés publics comme un instrument de politique industrielle, sociale et de politique environnementale.

En adoptant les OMD, la communauté internationale a reconnu que la prise en compte des aspects sociaux, économiques et environnementaux dans les processus d'achats peut favoriser l'intégration de la durabilité dans les chaînes de valeur. À cet effet, elle a inclus la cible 12.7 qui a pour objectif principal de « *favoriser des pratiques durables lors de la passation des marchés publics, en accord avec les politiques et les priorités nationales* ». En outre, la norme ISO 20400 qui donne des lignes directrices sur l'intégration de la notion de durabilité dans les processus d'achats des organisations a été publiée en avril 2017. De plus, une attention accrue est portée aux écolabels, ainsi qu'au suivi et au compte-rendu des résultats des achats publics durables (UN, 2017).

Dans cette optique, deux catégories différentes peuvent être distinguées dans cette tendance des marchés publics durables en fonction du type de considérations à favoriser (Mendoza Jiménez et al., 2019). Les marchés publics verts, intégrant les critères environnementaux dans les procédures de passation des marchés publics (Uttam et al., 2015). Ils sont un outil politique essentiel qui encourage des modèles de production et de consommation plus respectueux de l'environnement (Pacheco-Blanco et al., 2016). Les marchés publics sociaux, également appelés marchés publics socialement responsables, sont associés à l'amélioration de la responsabilité sociale des entreprises du secteur public (Canyelles, 2011; Fons, 2009). Les considérations sociales sont introduites dans le but, entre autres, de créer des opportunités d'emploi, ce qui revêt une importance capitale dans le contexte du chômage structurel que connaît le monde (Vaño, 2018).

En fait, les marchés publics durables trouvent ses fondements dans le principe "Best Value for Money". Traditionnellement, les marchés publics se concentraient principalement sur le coût le plus bas. Cependant, ce principe va au-delà du simple coût initial pour inclure les coûts totaux du cycle de vie, les impacts environnementaux et sociaux. Il s'agit de trouver un équilibre entre le coût, la qualité et les impacts globaux. En outre, les marchés publics durables reposent sur le concept de "Triple Bottom Line", ou les trois P (People, Planet, Profit). C'est-à-dire que les marchés publics durables cherchent à maximiser les bénéfices non seulement en termes économiques (profit), mais aussi en termes sociaux (personnes) et environnementaux (planète). Autrement dit, les marchés publics durables reposent sur l'idée selon laquelle la dépense publique doit dépasser la vision traditionnelle d'une simple dépense pour tenir compte ainsi les aspects sociaux, environnementaux et autres aspects de qualité dans les différentes phases des procédures de passation des marchés (Mendoza Jiménez et al., 2019).

3. Méthodologie

Pour répondre à la question de recherche, nous présentons dans cette section, le terrain d'étude, l'organisation et le fonctionnement de la RSP dans la Région Fès-Meknès, et l'approche adoptée pour collecter les données.

3.1. Terrain d'étude : Région Fès-Meknès (RFM)

La RFM est l'une des douze régions du Maroc depuis le nouveau découpage territorial de 2015. Elle occupe une position centrale au nord du pays, entre les zones montagneuses du Moyen Atlas et les plaines agricoles. Sa population est de 4.236.892 habitants. La RFM regroupe deux préfectures à savoir Fès et Meknès, et 7 provinces : Sefrou, el Hajeb, Taza, Boulemane, Taounate, Moulay Yaâcoub et Ifrane (HCP Maroc, 2024).

La région représente 12,6 % de l'effectif de l'enseignement public national et compte plus de 191 mille bénéficiaires de la restauration scolaire dans 1207 sites (Internats, Cantines² et Dar Talib.a³). L'AREF de la RFM mobilise, annuellement, des budgets non négligeables pour assurer le service de RSP (INE, 2019). En outre, la région est un territoire éminemment agricole, dont fleurissent petit à petit les exploitations bio (Bouhid et Saidi, 2023).

3.2. Organisation et fonctionnement de la RSP dans la RFM

Dans le cadre de la décentralisation, le management de la RSP au Maroc est confié aux douze AREF existantes sur le territoire du Royaume. À noter que chaque région contient une AREF. Les directeurs des AREF sont nommés ordonnateurs par le ministre de l'Économie et des Finances, et concluent ainsi des marchés de la RSP ou délèguent les crédits aux directeurs des directions provinciales de l'enseignement (les sous ordonnateurs) pour les conclure à l'échelle locale (Mounssif et Saidi, 2023).

En fait, le directeur de l'AREF Fès-Meknès délègue les crédits aux neuf directeurs des DPE pour conclure les marchés de la RSP localement. Il faut signaler que depuis septembre 2022, le ministère de l'Éducation nationale, du préscolaire et des sports (MENPS) a délégué la gestion de ce service à des sociétés privées et spécialisées (MENFPESRS, 2021) après une gestion directe qui a duré plus d'un siècle (Mounssif et Saidi, 2023).

À cet égard, chaque DPE dans la région conclut un marché ou plus pour assurer la mise en œuvre de la RSP au profit des élèves bénéficiaires des bourses. Elle prépare des cahiers des prescriptions spéciales (CPS) conformément au Décret relatif aux marchés publics, dont leurs contenus doivent être respectés par les entreprises contractantes. Ces dernières approvisionnent les restaurants en denrées alimentaires, gèrent les stocks et préparent les repas sur place (dans les cuisines des établissements scolaires). Elles assurent aussi le nettoyage des locaux et assument les risques d'intoxications et d'accidents du travail (MENPS, 2022).

Pour le menu, c'est le maître d'ouvrage qui l'établit avant le lancement du marché. Le gestionnaire de l'établissement scolaire établit les commandes des repas et les présente à son directeur pour le visa. Ceci se fait sur la base d'une feuille de communication préparée par le surveillant général de l'internat⁴, qui détermine le nombre d'élèves bénéficiaires de la restauration par jour. Ces deux derniers, en plus du directeur de l'établissement, jouent le rôle des contrôleurs internes de la qualité du service mis en œuvre par le titulaire du marché. Ils soumettent tout (y compris les sociétés) au contrôle selon les réglementations en vigueur (MENPS, 2022).

3.3. Collecte des données

En nous inspirant des dimensions de durabilité et de santé élaborées par Ramos et Gonzalez (2023) via la méthode Delphi, nous avons examiné les 18 cahiers des prescriptions spéciales des marchés conclus par les 9 DPE de la région pour assurer le service de RSP.

En parallèle, et comme le montre le tableau 1, des entretiens semi-directifs ont été menés avec deux acteurs clés de la RSP dans la région, à savoir les gestionnaires des services matériels et financiers des établissements scolaires publics dotant d'un internat ou cantines, et les sociétés titulaires des marchés, via leurs représentants. À noter que dans notre cas, nous avons intégré la dimension sanitaire à la dimension sociale, en suivant le modèle de Carter et Rogers (2008). Deux guides ont été utilisés pour les entretiens qui comprenaient 3 thèmes et 36 questions de relance chacun. Les thématiques abordées étaient autour des trois dimensions de la durabilité de la RSP : économique (Présence de circuits courts ; Réduction des coûts des repas ;

² Y compris les cantines du cycle primaire où les élèves bénéficient des collations (biscuits, fromages, dattes...)

³ Dar Talib.a : « maison de l'étudiant. e » qui permet aux jeunes du rural d'intégrer le circuit scolaire.

⁴ Dans le cas des cantines, c'est le directeur de l'établissement qui établit la feuille de communication, parce que ces dernières ne disposent pas de surveillants généraux.

Développement des filières courtes), sociale (Création des emplois pour les défavorisés ; Respect de la dignité des travailleurs ; Approvisionnement direct ; Favorisation des liens sociaux entre producteurs et consommateurs ; Implication des coopératives et PME ; Consommation des fruits et légumes ; Consommation des légumineuses ; Présence des aliments transformés ; Éducation nutritionnelle ; Évaluation externe du système), et environnementale (Réduction de la consommation des viandes rouges ; Présence de sources d'énergies renouvelables ; Rationalisation de l'utilisation de l'eau et l'électricité ; Mesure de l'empreinte carbone ; Minimisation des emballages ; Recyclage des déchets organiques ; Utilisation d'aliments bio ; Consommation des produits saisonniers).

Tableau 1. Déroulement des entretiens semi-directifs

Code de l'interviewé	Qualité	Nombre d'années d'expérience	Durée d'entretien
01	Gestionnaire des services matériels et financiers	13 ans	1h 20 minutes
02	Gestionnaire des services matériels et financiers	28 ans	1h 30 minutes
03	Gestionnaire des services matériels et financiers	13 ans	1h 07 minutes
04	Gestionnaire des services matériels et financiers	07 ans	1h 15 minutes
05	Gestionnaire des services matériels et financiers	28 ans	1h 25 minutes
06	Gestionnaire des services matériels et financiers	13 ans	1 h
07	Gestionnaire des services matériels et financiers	13 ans	1 h
08	Gestionnaire des services matériels et financiers	28 ans	49 minutes
09	Gestionnaire des services matériels et financiers	07 ans	1 h
10	Gestionnaire des services matériels et financiers	13 ans	1h 05 minutes
11	Gestionnaire des services matériels et financiers	13 ans	45 minutes
12	Gestionnaire des services matériels et financiers	04 ans	47 minutes
13	Gestionnaire des services matériels et financiers	13 ans	45 minutes
14	Gestionnaire des services matériels et financiers	13 ans	42 minutes
15	Gestionnaire des services matériels et financiers	13 ans	39 minutes
16	Représentant d'une société titulaire du marché de la RSP	1 an et 3 mois	1h 05 minutes
17	Représentante d'une société titulaire du marché de la RSP	1 an et 3 mois	1h
18	Représentant d'une société titulaire du marché de la RSP	1 an et 3 mois	1h 10 minutes
19	Représentant d'une société titulaire du marché de la RSP	1 an et 3 mois	1h
20	Représentant d'une société titulaire du marché de la RSP	1 an et 3 mois	50 minutes
21	Représentante d'une société titulaire du marché de la RSP	1 an et 3 mois	47 minutes
22	Représentant d'une société titulaire du marché de la RSP	1 an et 3 mois	55 minutes
23	Représentant d'une société titulaire du marché de la RSP	1 an et 3 mois	50 minutes
24	Représentant d'une société titulaire du marché de la RSP	06 mois	1h
25	Représentante d'une société titulaire du marché de la RSP	1 an et 3 mois	45 minutes
26	Représentant d'une société titulaire du marché de la RSP	1 an et 3 mois	45 minutes

Source : Auteurs

Au total, 26 entretiens ont été réalisés. 15 avec les gestionnaires et 11 avec les représentants des sociétés titulaires des marchés. Avant de commencer l'entretien, nous avons passé en revue les objectifs de l'étude et garanti l'anonymat des participants.

Les entretiens ont été réalisés entre le 1^{er} novembre et le 18 décembre 2023 jusqu'à saturation des données. Trois entretiens pilotes ont été réalisés et ont servi à tester et à améliorer les entrevues (2 pour les gestionnaires et 1 pour les représentants des sociétés). Une analyse qualitative du contenu a été réalisée à l'aide du logiciel statistique Nvivo version 12.

Le choix des gestionnaires comme répondants est motivé par leur rôle joué en tant que contrôleurs de qualité. Ils rédigent des rapports quotidiens sur le fonctionnement du service de la restauration. Ces rapports englobent toutes les observations qui concernent la qualité des repas, le grammage, les circuits des aliments, les conditions de stockage. Ils constituent la base de tout contrôle interne et externe (MENPS, 2022).

Les résultats de l'étude démontrent que la performance économique des marchés publics de la RSP dans la RFM prime au détriment des performances sociale et environnementale. Le tableau 2 ci-dessous résume les résultats de l'analyse thématique des 18 CPS des 9 DPE et le discours des interviewés en relation avec les déterminants des trois dimensions de la durabilité de la RSP. S'agissant de la fréquence des mots enregistrée lors des entretiens semi-directifs, et comme le montre la Figure 1, ci-dessous, les mots restauration scolaire et société, « en référence à la société titulaire du marché de la restauration », étaient les plus utilisés. Ils ont été suivis par les mots de durabilité ; réduction des déchets ; filières courtes ; consommation des fruits, légumes et légumineuses ; approvisionnement ; produits ; aliments ; viandes rouges. D'autres mots ont été évoqués, de façon égale, par les interviewés, mais moins que les premiers, comme : sources d'énergies renouvelables ; saisonniers ; eau ; mesure ; carbone ; éducation ; emplois. De plus, les mots cahiers des prescriptions spéciales ; dignité des travailleurs ; coûts ; bio ont été cités, mais moins fréquemment. Tout cela signifie que les déterminants de la durabilité de la RSP ont été abordés dans leur exhaustivité en lien avec le cadre réglementaire des marchés publics appliqué dans la RFM.

[illegible]

461

Tableau 2. Résumé de l'analyse thématique des 18 CPS et du contenu des entretiens

Dimensions de la durabilité	Déterminants de la durabilité de la RSP	CPS des marchés-cadres de la RSP examinés dans la Région Fès-Meknès	Gestionnaires interviewés (concernant la mise en œuvre du service de la RSP)	Représentants des sociétés titulaires des marchés de la RSP interviewés
Économique	Présence de circuits courts	Pas exigée par 100 % des CPS examinés	100 % des gestionnaires ont déclaré la non-présence des circuits courts	100 % des représentants ont déclaré que les circuits courts ne constituent pas une priorité pour les sociétés titulaires des marchés de la RSP
	Réduction des coûts des repas	-	100 % des gestionnaires ont déclaré que les maîtres d'ouvrages cherchent à réduire les coûts des repas	-
	Développement des filières courtes	Pas exigé par 100 % des CPS examinés	100 % des gestionnaires ont déclaré que les sociétés ne visent pas le développement des filières courtes	100 % des représentants ont déclaré que le développement des filières courtes n'est pas exigé dans les CPS
Sociale	Création des emplois (pour les défavorisés)	Exigée par 100 % des CPS examinés	100 % des gestionnaires ont déclaré que les sociétés contractantes ont pu créer des emplois pour les femmes défavorisées	100 % des représentants ont déclaré que les sociétés contractantes ont pu créer des emplois notamment pour les femmes nécessiteuses
	Respect de la dignité des travailleurs	Exigé par 100 % des CPS examinés	100 % des gestionnaires ont déclaré que les sociétés contractantes ne respectent pas la dignité de leurs travailleurs	-
	Approvisionnement direct	Pas exigé par 100 % des CPS examinés	100 % des gestionnaires ont déclaré que les sociétés contractantes ne s'approvisionnent pas directement auprès des producteurs	100 % des représentants ont déclaré que l'approvisionnement direct n'est pas exigé dans les CPS
	Favoriser le lien social entre producteurs et consommateurs	Pas exigé par 100 % des CPS examinés	100 % des gestionnaires ont déclaré que la favorisation des liens sociaux entre producteurs et consommateurs n'est pas une priorité pour les sociétés	100 % des représentants ont déclaré que les CPS n'exigent pas la favorisation des liens sociaux entre producteurs et les convives
	Implication des coopératives et PME	Facultative par 100 % des CPS examinés	100 % des gestionnaires ont affirmé que les sociétés contractantes ne déclarent pas aux administrations des écoles les PME et/ou les coopératives impliquées dans	-

			l'approvisionnement des restaurants scolaires	
	Consommation des fruits et légumes	Exigée par 100 % des CPS examinés	100 % des gestionnaires ont déclaré que les élèves bénéficiaires de la RSP consomment des fruits et légumes	100 % des représentants ont déclaré que les repas présentés aux élèves comportent des fruits et légumes
	Consommation des légumineuses	Exigée par 100 % des CPS examinés	100 % des gestionnaires ont déclaré que les élèves bénéficiaires de la RSP consomment des légumineuses	100 % des représentants ont déclaré que les repas présentés aux élèves comportent des légumineuses
	Éviter la présence des aliments transformés	Pas exigée par 100 % des CPS examinés	100 % des gestionnaires ont déclaré la présence des aliments transformés dans les menus programmés	-
	Éducation nutritionnelle	Pas exigée par 100 % des CPS examinés	100 % des gestionnaires ont déclaré l'absence d'une éducation nutritionnelle au profit des convives de la part des sociétés titulaires des marchés	100 % des représentants ont déclaré que l'éducation nutritionnelle n'est pas exigée dans tous les CPS
	Évaluation externe du système	-	100 % des gestionnaires ont déclaré l'absence d'un rapport évaluant la durabilité de la RSP	-
Environnementale	Réduction de la consommation des viandes rouges	Pas exigée par 100 % des CPS examinés	100 % des gestionnaires ont déclaré que la fréquence de consommation des viandes rouges et des viandes hachées par les élèves est élevée (3 à 4 fois par semaine)	100 % des représentants ont déclaré l'absence d'une clause dans les CPS qui exige la réduction de la consommation des viandes rouges
	Présence de sources d'énergies renouvelables	Pas exigée par 100 % des CPS examinés	100 % des gestionnaires ont déclaré l'absence de sources d'énergies renouvelables	100 % des représentants ont déclaré l'absence de sources d'énergies renouvelables parce qu'elles ne sont pas exigées dans les CPS
	Rationalisation de l'utilisation de l'eau et l'électricité	Exigée par 100 % des CPS examinés	60 % des gestionnaires ont déclaré la non-rationalisation de l'utilisation de l'eau et l'électricité par les sociétés titulaires des marchés parce que les factures sont payées par les maîtres d'ouvrages	100 % des représentants ont déclaré qu'ils sensibilisent les travailleurs pour rationaliser l'utilisation de l'eau et l'électricité

	Mesure de l'empreinte carbone	Pas exigée par 100 % des CPS examinés	100 % des gestionnaires ont déclaré l'absence de la mesure de l'empreinte carbone de la part des sociétés titulaires des marchés	100 % des représentants ont déclaré que la mesure de l'empreinte carbone n'est pas exigée dans les CPS
	Minimisation des emballages	Pas exigée par 100 % des CPS examinés	100 % des gestionnaires ont déclaré que la minimisation des emballages n'est pas prioritaire que ce soient pour les maîtres d'ouvrages ou pour les sociétés titulaires des marchés	100 % des représentants ont déclaré que les sociétés titulaires des marchés ne travaillent pas sur la minimisation des emballages
	Recyclage des déchets organiques	Pas exigé par 100 % des CPS examinés	100 % des gestionnaires ont déclaré l'absence du recyclage des déchets organiques de la part des sociétés titulaires des marchés	100 % des représentants ont déclaré que les sociétés titulaires des marchés ne sont pas obligées de recycler les déchets organiques
	Utilisation d'aliments bio	Pas exigée par 100 % des CPS examinés	100 % des gestionnaires ont déclaré la non-utilisation des aliments bio dans les restaurants scolaires	100 % des représentants ont déclaré que les sociétés titulaires des marchés n'achètent pas d'aliments bio pour les restaurants scolaires
	Consommation des produits saisonniers	Exigée par 50 % des CPS examinés	50 % des gestionnaires ont déclaré que les convives consomment des produits saisonniers	50 % des représentants ont déclaré que les sociétés titulaires des marchés approvisionnent les restaurants scolaires par des produits saisonniers

Source : auteurs

4.1. Une performance économique qui prime malgré les lacunes

En examinant les 18 CPS, il a été constaté que les maîtres d'ouvrages (les 9 DPE) ont alloué des budgets importants pour conclure des marchés-cadres afin de fournir de la restauration aux élèves de la RFM. Cela, selon les gestionnaires interviewés, ne peut que stimuler l'agriculture et donc l'économie. En revanche, tous ces CPS n'obligent pas les sociétés titulaires des marchés à approvisionner les restaurants scolaires par des produits locaux ou de proximité.

« Nous ne sommes pas obligés d'acheter les produits pour les restaurants scolaires localement. Notre société s'approvisionne de différents coins du Maroc... ». (Interviewé N° 17)

Or, les études menées par Soares et al. (2017); Valente et al. (2023) ont montré que la connexion de la RSP à l'agriculture locale et de proximité contribue à la promotion de l'économie locale. Elle améliore aussi les revenus des agriculteurs, à mesure qu'elle leur permet de vendre directement leurs produits, éliminant ainsi certains intermédiaires (Borish et al., 2017; Mensah et Karriem, 2021; Cervantes-Zapana et al., 2020). De plus, l'achat de la nourriture localement réduit les coûts de transport ainsi que les prix des produits (Soares et al., 2017) et contribue à la création des emplois locaux (Ouda et al., 2019; Harris et al., 2012).

« Les certificats de sécurité sanitaire présentés à notre établissement par la société titulaire du marché montrent que les viandes rouges et blanches ont été acquises dans des endroits éloignés de la région. La société ne soucie pas des longues distances parcourues ». (Interviewé N° 02)

Les gestionnaires interrogées conviennent donc que la plupart de ces entreprises recherchent les produits les moins chers dans différents endroits du pays et y achètent de grandes quantités, et ne se soucient pas des longues distances parcourues. À cet égard, on assiste à une déterritorialisation de la RSP.

4.2. Une performance environnementale presque nulle

Il est indéniable que les CPS imposent aux entreprises titulaires des marchés de rationaliser l'utilisation de l'eau et de l'électricité. De plus, 50 % de ces derniers exigent l'approvisionnement des restaurants scolaires par des produits de saison. Cependant, aucun CPS ne les oblige à utiliser des sources d'énergie renouvelable ou à mesurer l'empreinte carbone. En plus, ils ne les obligent pas à réduire les emballages, ou encore à recycler les déchets ou à fournir des aliments biologiques ou de proximité. Dans ce contexte, plusieurs auteurs ont indiqué que des avantages environnementaux peuvent être aboutis grâce à la réduction du gaspillage alimentaire (Dos Santos et al., 2022; Balzaretto et al., 2020), le recyclage des déchets (Mistretta et al., 2019; Dos Santos et al., 2022; Balzaretto et al., 2020), la réduction des emballages (Perez-Neira et al., 2021; Dos Santos et al., 2022), la minimisation des kilomètres alimentaires (Kluczkowski et al., 2022), et la rationalisation de la consommation des énergies (Blondin et al., 2022; De Laurentiis et al., 2019).

« Approvisionner les restaurants scolaires par des produits bio et locaux, recycler les déchets, réduire le gaspillage alimentaire, minimiser l'utilisation des emballages et du plastique, ça c'est hors question dans ce service. Cela va augmenter les coûts des repas. Là, il y a un obstacle financier, c'est le montant total des bourses scolaires qui détermine le détail du CPS. Autrement dit, avec 20 dh par jour et par élève pour 3 repas on ne peut pas intégrer les aspects environnementaux dans les marchés-cadres de la RSP. En plus, la volonté politique n'est pas là, et donc l'AREF et les DPE ne peuvent rien faire dans ce sens ». (Interviewé N° 05)

4.3. Une performance sociale quelque peu insuffisante

L'examen des 18 CPS a montré qu'ils proposent tous des menus riches en légumineuses, des légumes et des fruits. Ils imposent aux titulaires des marchés de fournir des denrées alimentaires de qualité, agréées par l'Office National de la Santé et de la Sécurité Alimentaire (ONSSA). En plus, 50 % des CPS indiquent que les produits achetés doivent être de saison. Plus encore, quatre

CPS ont obligé les entreprises contractantes à former, sur leurs frais, un comité chargé d'assurer un contrôle continu systématique de la qualité du service et de la sécurité alimentaire. Le but est d'assurer une amélioration continue de la qualité et de prévenir aux risques potentiels. Ce comité est composé d'un spécialiste en nutrition et d'un autre en agroalimentaire, d'un responsable qualité, d'un responsable logistique et d'un chef cuisinier.

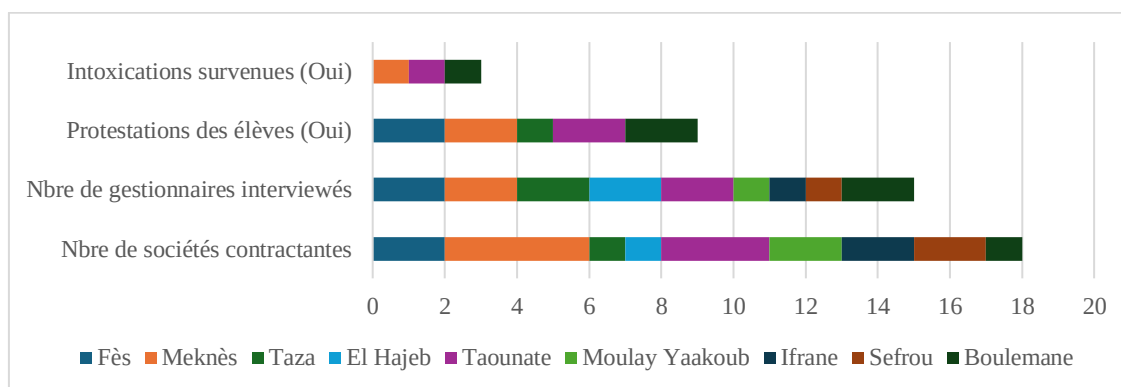
En outre, tous les CPS exigent de proposer des repas adaptés aux élèves allergiques à certains aliments ou qui poursuivent un régime alimentaire particulier. Il est également tenu que les viandes rouges et de volailles doivent être transportées dans des moyens de transport répondant aux exigences du décret n°2-97-177 du 23 mars 99 relatif au transport des denrées périssables. De surcroît, et pour prévenir tout risque de contamination des repas qu'elle produit, la société titulaire du marché doit effectuer un autocontrôle sur la conformité des matières premières et produits finis aux critères microbiologiques réglementaires. L'autocontrôle commence du stockage, passant par la transformation et la distribution et se termine au lavage et vaisselle en présence d'un hygiéniste.

Cependant, il a été constaté que les menus proposés dans tous les CPS comportent des conserves (sardines, pois, lait en poudre...). En plus, aucune référence à l'inclusion de produits biologiques ou locaux n'a été remarquée. Or, plusieurs auteurs ont montré l'impact positif des aliments locaux, saisonniers et biologiques sur la santé des écoliers, à l'exemple de Jones et al. (2012) ; Soares et al. (2017); Harris et al. (2012); Valente et al. (2023).

Par ailleurs, tous ces CPS n'exigent pas la sensibilisation des élèves bénéficiaires de la restauration aux bonnes pratiques en matière d'alimentation saine et durable. Dans cette optique, les travaux menés par Oostindjer et al. (2017) ; Jones et al. (2012); Dos Santos et al. (2022) ont montré que les stratégies qui intègrent des approches axées sur les questions de durabilité alimentaire, telles que l'éducation des convives dans les restaurants et les jardins scolaires apportent de bons résultats en matière de sensibilisation vers une alimentation saine et nutritive. « ...il n'y a aucune clause dans le CPS qui oblige notre société à sensibiliser les élèves dans les restaurants à une alimentation durable et nutritive. Notre rôle est de fournir des repas aux convives selon les réglementations en vigueur ». (Interviewé N° 21)

S'agissant de l'engagement des titulaires des marchés à fournir des produits de qualité, 60 % des gestionnaires interviewés ont déclaré que les produits alimentaires fournis ne sont pas, souvent, de la qualité stipulée dans les CPS. Les mêmes répondants ajoutent que leurs institutions ont été témoins de quelques protestations de la part des élèves bénéficiaires de la restauration à cause de leur mécontentement quant à la qualité des repas qui leur sont servis. Plus encore, 20 % des gestionnaires interviewés ont confirmé que des intoxications ont été survenues dans leurs établissements. Tous ces événements ont été évoqués par la presse nationale, qui a vivement critiqué la gestion indirecte de la RSP. Néanmoins, aucun rapport évaluant la situation n'a été publié, ni par l'AREF Fès-Meknès ni par le ministère de tutelle.

Figure 2. Intoxications et protestations survenues dans les internats et les cantines de la RFM.



Source : auteurs

« Notre établissement a vécu des moments difficiles pendant quelques jours à cause des protestations des élèves contre la mauvaise qualité des repas qui leurs sont servis. En fait, la société titulaire du marché ne respecte pas, souvent, les composantes des menus. Les viandes rouges sont parfois mal cuites à cause de leur mauvaise qualité. Elles contiennent des os et des graisses et ça, à l'encontre de ce que stipule le CPS ». (Interviewé N° 07)

Toutefois, le pourcentage élevé (60%) des gestionnaires qui ont déclaré le non-engagement des sociétés titulaires des marchés quant à l'approvisionnement des restaurants scolaires par des produits de qualité, et que leurs établissements ont connus des protestations de la part des convives, peut être expliquée par : 1) La conspiration de certaines de ces entreprises contre le maître d'ouvrage en imposant leur rythme de travail; 2) Ces entreprises jouent la carte de la résiliation des marchés tant que le maître d'ouvrage fait pression pour respecter les clauses des CPS ; 3) Certaines de ces entreprises exploitent leur influence en cherchant par ce mauvais comportement à réaliser le maximum de profit.

En fait, dans de telles circonstances, on ne peut que voir des intoxications auprès des bénéficiaires de la RSP, comme cela s'est produit dans les DPE de Meknès, de Taounate et de Boulemane.

D'un autre côté, tous les CPS mentionnent l'obligation pour les entreprises contractantes de respecter les droits de leurs salariés et de préserver leur dignité selon les réglementations en vigueur. Dans ce sens, l'étude menée par Ramos et Gonzalez, (2023) a montré que la RSP durable doit assurer un degré de dignité des travailleurs. Cependant, la réalité, comme le confirment tous les gestionnaires interviewés, a révélé que ces entreprises sont loin de respecter ces droits. Les mêmes gestionnaires ont ajouté que ces entreprises ont effectivement contribué à créer des opportunités d'emploi, notamment pour les femmes en situation de vulnérabilité. Cependant, elles les exploitent en leur travaillant de longues heures par jour avec un salaire loin du Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG). En outre, 40 % des gestionnaires interviewés confirment que ces entreprises ne déclarent pas leurs salariés à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). Ces dernières échappent, en plus, de leurs effectuer les analyses médicales, comme stipulent les CPS.

« ...je travaille plus de huit heures par jour pour un salaire mensuel qui n'excède pas 2000 dh. En plus, je ne perçois pas mon salaire à temps. Je dois attendre, parfois, plus d'un mois. De surcroît, je ne suis pas déclaré à la CNSS par mon employeur... ». (Interviewé N° 25)

« Certes, la société titulaire du marché a pu créer des postes d'emploi pour les femmes défavorisées. Néanmoins, elle ne respecte pas leur dignité, en leur travaillant de longues heures par jour, avec des salaires loin du SMIG. Bref, elle cherche à réaliser le maximum de profit au détriment des droits de ses travailleurs qui sont, vraiment, bafoués ». (Interviewé N° 10)

Pour ce qui est de l'inclusion sociale des petits agriculteurs (Lehtinen, 2012) ; dos Santos et al. (2022) affirment que la participation de ces derniers à l'approvisionnement des écoles serait propice à un système plus inclusif socialement, dans la mesure où elle leur permet de vendre leurs produits directement sans intermédiaires et de réaliser une certaine autonomie pour les femmes. Cependant, aucun des 18 CPS examinés ne contient de clause faisant référence à de telles questions. Ces CPS indiquent simplement la nécessité de recourir aux coopératives, aux petites et moyennes entreprises et aux autoentrepreneurs installés au Maroc, pour les entreprises titulaires des marchés souhaitant sous-traiter une partie de leurs marchés, sans dépasser 50 % de leurs montants. Dans le même ordre d'idées, les gestionnaires interrogés ont confirmé que ces entreprises contractantes ne déclarent pas aux administrations des établissements scolaires les producteurs auprès desquels elles s'approvisionnent. Pour les fruits et légumes, les représentants des sociétés titulaires des marchés ont déclaré que ces dernières recourent souvent aux marchés de gros pour les acheter en raison de la disponibilité de l'offre et la possibilité de négocier les prix.

Par ailleurs, les 18 CPS ont déterminé, certes, le rôle que peut jouer chaque intervenant (maître

d'ouvrage, titulaire du marché, directeur de l'établissement, gestionnaire, surveillant général de l'internat, inspecteur des services matériels et financiers, médecin de la santé scolaire, hygiéniste...) pour le bon fonctionnement du service de la restauration. Cependant, 80 % des gestionnaires interrogées ont confirmé qu'il y a un manque de coordination entre ces acteurs. Dans le même ordre d'idées, plusieurs études (Valencia et al., 2019 ; Simon et al., 2022) ont confirmé l'importance de la coordination et la coproduction pour la bonne gouvernance des services de restauration scolaire.

« Depuis le début du service, la société titulaire du marché refuse de désigner son représentant dans notre établissement comme stipule le CPS. Elle est donc au courant qu'elle doit payer une pénalité de 500 dh par jour. De notre part, on rédige l'infraction et on l'envoie à la DPE pour qu'elle puisse déduire son montant de la valeur totale du marché due à l'entreprise contractante. Face à cette intransigeance, il est difficile de résoudre certains problèmes qui nécessitent la présence, sur place, du représentant de l'entreprise. (Interviewé N° 12)

De plus, tous les gestionnaires ont confirmé l'absence d'un conseil régional ou local dédié à la RSP. La chose qui entrave l'efficacité et l'efficience du service, ajoutent ces derniers.

5. Conclusion et perspectives de recherche

L'objectif de cette étude était d'explorer comment le cadre réglementaire des marchés publics contribue à la durabilité de la RSP dans la RFM. Pour cela, nous avons examiné les 18 CPS des marchés conclus par les 9 DPE pour assurer le service de RSP en nous inspirant des dimensions de durabilité et de santé élaborés par Gómez-Ramos et Rico Gonzalez (2023). Pour une triangulation des sources des données, des entretiens semi-directifs ont été menés avec deux acteurs clés de la RSP, à savoir les gestionnaires des services matériels et financiers des établissements scolaires publics et les sociétés titulaires des marchés via leurs représentants. Les résultats ont montré que la performance économique prime au détriment des performances sociale et environnementale qui sont quelque peu insuffisantes. En fait, des instruments tels que les circuits courts, l'économie circulaire, les énergies renouvelables, l'approvisionnement des restaurants par des produits bio ne sont pas mis en œuvre à l'échelle locale par les DPE. De plus, la lutte contre le gaspillage alimentaire et l'éducation des convives à une alimentation saine et nutritive ne sont pas prioritaires. De surcroît, les droits des travailleurs sont bafoués par les sociétés titulaires des marchés et l'inclusion sociale des petits agriculteurs est loin d'être acquise. Bref, la RSP dans la RFM est basée sur un modèle alimentaire conventionnel et n'est pas alignée aux principes de durabilité. Cela appelle donc les acteurs territoriaux à tirer des leçons des expériences réussies à l'international, afin que le cadre réglementaire des marchés publics soit au service de la durabilité de la RSP. De ce fait, une promulgation d'une loi, au niveau central, obligeant les AREF à consacrer une partie de leurs budgets, dédiés à la RSP, pour l'achat d'aliments bio et locaux sera nécessaire, et ce, à l'instar du Brésil et de la France.

Certes, cette étude s'est basée sur l'examen des documents institutionnels et l'analyse qualitative. Cependant, pour une évaluation plus poussée de la contribution des marchés publics à la durabilité de la RSP en particulier et du système alimentaire territorial dans la RFM, il serait judicieux d'élaborer des indicateurs de durabilité tout en tenant compte des spécificités du territoire.

Références

- (1). Allen, P., & Guthman, J. (2006). From "old school" to "farm-to-school": Neoliberalization from the ground up. *Agriculture and Human Values*, 23(4), 401–415. doi: 10.1007/s10460-006-9019-z

- (2). Alvarez, S., & Rubio, A. (2015). Carbon footprint in Green Public Procurement: a case study in the services sector. *Journal of Cleaner Production*, 93, 159–166. doi: 10.1016/j.jclepro.2015.01.048
- (3). Balzaretto, C. M., Ventura, V., Ratti, S., Ferrazzi, G., Spallina, A., Carruba, M. O., & Castrica, M. (2020). Improving the overall sustainability of the school meal chain: the role of portion sizes. *Eating and Weight Disorders - Studies on Anorexia, Bulimia and Obesity*, 25(1), 107–116. doi: 10.1007/s40519-018-0524-z
- (4). Batlle-Bayer, L., Bala, A., Aldaco, R., Vidal-Monés, B., Colomé, R., & Fullana-i-Palmer, P. (2021). An explorative assessment of environmental and nutritional benefits of introducing low-carbon meals to Barcelona schools. *Science of The Total Environment*, 756, 143879. doi: 10.1016/j.scitotenv.2020.143879
- (5). Bauer, B., Christensen, J., Christensen, K., & Dyekj, T. (2010). *Benefits of Green Public Procurement*.
- (6). Bernard Billaudot & Ghislaine Destais. (2009). Les analyses de la durabilité en économie : fondements théoriques et implications normatives. *HAL*, 00472876.
- (7). Bertoni, D., Cavicchioli, D., Donzelli, F., Ferrazzi, G., Frisio, D., Pretolani, R., Ricci, E., & Ventura, V. (2018). Recent Contributions of Agricultural Economics Research in the Field of Sustainable Development. *Agriculture*, 8(12), 200. doi: 10.3390/agriculture8120200
- (8). Blondin, S. A., Cash, S. B., Griffin, T. S., Goldberg, J. P., & Economos, C. D. (2022). Meatless Monday National School Meal Program Evaluation: Impact on Nutrition, Cost, and Sustainability. *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, 17(1), 1–13. doi: 10.1080/19320248.2020.1842283
- (9). B.O Maroc, Pub. L. No. Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics. B.O n° 6140-25 du 04/04/2013, 94 (2013). Retrieved from <http://www.sgg.gov.ma/Portals/0/lois/Decret2-12-349.pdf>
- (10). B.O Maroc, Pub. L. No. Décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, 93 (2023). Retrieved from https://www.equipement.gov.ma/Ingenierie/Reglementation/Documents/Decret_marches_publics_n_2_22_431_du_09_03_2023_Fr.pdf
- (11). Borish, D., King, N., & Dewey, C. (2017). Enhanced community capital from primary school feeding and agroforestry program in Kenya. *International Journal of Educational Development*, 52, 10–18. doi: 10.1016/j.ijedudev.2016.10.005
- (12). Bouhid Laila & Saidi Abdelmajid. (2023). Les consommateurs marocains peuvent-ils réinventer les circuits courts alimentaires en ville? In *Développement Territorial Durable et Dynamiques Sectorielles : Défis et Enjeux pour les Acteurs: Vol. N° 34/2023* (pp. 220–246). Maroc: Publications de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Meknès.
- (13). Brammer, S., & Walker, H. (2011). Sustainable procurement in the public sector: an international comparative study. *International Journal of Operations & Production Management*, 31(4), 452–476. doi: 10.1108/01443571111119551
- (14). Braun, C., Rombach, M., Häring, A., & Bitsch, V. (2018). A Local Gap in Sustainable Food Procurement: Organic Vegetables in Berlin's School Meals. *Sustainability*, 10(11), 4245. doi: 10.3390/su10114245
- (15). Bundy & al. (2011). *Repenser l'alimentation scolaire: filets de protection sociale, développement de l'enfant et secteur de l'éducation*. Paris Washington (D.C.): Pearson France the World bank.
- (16). C. Gendron & J.P. Revère. (2000). Le développement durable. *Économie.~ et Sociétés, Série F, n° 37, « Développement »*.

- (17). Candy Lugaz. (2006). *Les programmes d'alimentation scolaire : définition, mise en œuvre, impact*. Cahiers de recherche de l'IPE.
- (18). Canyelles, J. M. (2011). *Responsabilidad social de las administraciones públicas*. 13.
- (19). Caputo, P., Clementi, M., Ducoli, C., Corsi, S., & Scudo, G. (2017). Food Chain Evaluator, a tool for analyzing the impacts and designing scenarios for the institutional catering in Lombardy (Italy). *Journal of Cleaner Production*, 140, 1014–1026. doi: 10.1016/j.jclepro.2016.06.084
- (20). Carter, C. R., & Rogers, D. S. (2008). A framework of sustainable supply chain management: moving toward new theory. *International Journal of Physical Distribution & Logistics Management*, 38(5), 360–387. doi: 10.1108/09600030810882816
- (21). Cerutti, A. K., Contu, S., Ardente, F., Donno, D., & Beccaro, G. L. (2016). Carbon footprint in green public procurement: Policy evaluation from a case study in the food sector. *Food Policy*, 58, 82–93. doi: 10.1016/j.foodpol.2015.12.001
- (22). Commission Brundtland. (1987). *Notre avenir à tous Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU*. 811.
- (23). Dapo-Famodu, A. (2021). School feeding programmes in low- and lower-middle-income countries: A focused review of recent evidence. *Office of Evaluation, WFP*, 53.
- (24). De Laurentiis, V., Hunt, D. V. L., Lee, S. E., & Rogers, C. D. F. (2019). EATS: a life cycle-based decision support tool for local authorities and school caterers. *The International Journal of Life Cycle Assessment*, 24(7), 1222–1238. doi: 10.1007/s11367-018-1460-x
- (25). Di Chiro, G. (2008). Living environmentalisms: coalition politics, social reproduction, and environmental justice. *Environmental Politics*, 17(2), 276–298. doi: 10.1080/09644010801936230
- (26). Dinis, I., & Guilherme, R. (2023). Farm-to-School Programs in Portuguese Low-Density Rural Areas: How to Engage Farmers. *European Countryside*, 15(1), 18–33. doi: 10.2478/euco-2023-0002
- (27). Dos Santos, E. B., Da Costa Maynard, D., Zandonadi, R. P., Raposo, A., & Botelho, R. B. A. (2022). Sustainability Recommendations and Practices in School Feeding: A Systematic Review. *Foods*, 11(2), 176. doi: 10.3390/foods11020176
- (28). Eustachio Colombo, P., Patterson, E., Lindroos, A. K., Parlesak, A., & Elinder, L. S. (2020). Sustainable and acceptable school meals through optimization analysis: an intervention study. *Nutrition Journal*, 19(1), 61. doi: 10.1186/s12937-020-00579-z
- (29). FAO. (2020). FAO School Food and Nutrition Framework. *Rome, Italy*, 40. Retrieved from <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/6f3162ea-1c1f-4699-a4b1-59a041e5f113/content>
- (30). Farid Baddache. (2010). *Le développement durable* (Eyrolles). Paris: Groupe Eyrolles.
- (31). Fet, A. M., Michelsen, O., & Boer, L. (2011). Green public procurement in practice — The case of Norway. *Society and Economy*, 33(1), 183–198. doi: 10.1556/SocEc.33.2011.1.13
- (32). Foresti, L. F., Arantes, R. S., & Rossetto, V. (2006). The Use of the Public Procurement Power to Promote the Development of Small Businesses: The Brazilian Experience. “*II Procurement Conference of the Americas*”, Atlanta, GA, USA, from 31 October to 2 November 2005.
- (33). Gaddis, J., & Coplen, A. K. (2018). Reorganizing School Lunch for a More Just and Sustainable Food System in the US. *Feminist Economics*, 24(3), 89–112. doi: 10.1080/13545701.2017.1383621
- (34). Gómez-Ramos, A., & Rico Gonzalez, M. (2023). The contribution of green public food procurement to sustainability: evidence from two case studies in Spain. *Agroecology*

- and Sustainable Food Systems, 47(8), 1158–1185. doi: 10.1080/21683565.2023.2223555
- (35). Graça, J., Roque, L., Guedes, D., Campos, L., Truninger, M., Godinho, C., & Vinnari, M. (2022). Enabling sustainable food transitions in schools: a systemic approach. *British Food Journal*, 124(13), 322–339. doi: 10.1108/BFJ-11-2021-1188
 - (36). Harris, D., Lott, M., Lakins, V., Bowden, B., & Kimmons, J. (2012). Farm to Institution: Creating Access to Healthy Local and Regional Foods. *Advances in Nutrition*, 3(3), 343–349. doi: 10.3945/an.111.001677
 - (37). Hatløy, A., & Sommerfelt, T. (2017). Rethinking emergency school feeding: A child-centred approach. *Fafo Oslo*. Retrieved from www.fafo.no
 - (38). HCP Maroc. (2024). *Vue d'ensemble de la région Fès-Meknès*. La Direction Régionale du Haut-Commissariat au Plan de Fès-Meknès. Retrieved from https://www.hcp.ma/region-fes/Vue-d-ensemble-de-la-region-Fes-Meknes_r7.html
 - (39). Igarashi, M., De Boer, L., & Michelsen, O. (2015). Investigating the anatomy of supplier selection in green public procurement. *Journal of Cleaner Production*, 108, 442–450. doi: 10.1016/j.jclepro.2015.08.010
 - (40). INE. (2019). *Atlas territorial de l'abandon scolaire, analyse des parcours de la cohorte 2014-2018 et cartographie communale* (p. 169). Rabat: Instance Nationale d'Evaluation du système d'éducation, de formation et de recherche scientifique.
 - (41). Jones, M., Dailami, N., Weitkamp, E., Salmon, D., Kimberlee, R., Morley, A., & Orme, J. (2012). Food sustainability education as a route to healthier eating: evaluation of a multi-component school programme in English primary schools. *Health Education Research*, 27(3), 448–458. doi: 10.1093/her/cys016
 - (42). Kleine, D., & Brightwell, M. D. G. (2015). Repoliticising and scaling-up ethical consumption: Lessons from public procurement for school meals in Brazil. *Geoforum*, 67, 135–147. doi: 10.1016/j.geoforum.2015.08.016
 - (43). Kluczkowski, A., Menezes, C. A., Da Silva, J. T., Bastos, L., Lait, R., Cook, J., Cruz, B., Cerqueira, B., Lago, R. M. R. S., Gomes, A. N., Ladeia, A. M. T., Schmidt Rivera, X., Vianna, N., Reynolds, C. J., Oliveira, R. R., & Bridle, S. L. (2022). An Environmental and Nutritional Evaluation of School Food Menus in Bahia, Brazil That Contribute to Local Public Policy to Promote Sustainability. *Nutrients*, 14(7), 1519. doi: 10.3390/nu14071519
 - (44). Kutlina-Dimitrova, Z. (2018). GOVERNMENT PROCUREMENT: DATA, TRENDS AND PROTECTIONIST TENDENCIES. *Chief Economist Note*, 3, 1-27.
 - (45). L. Roque et al. (2022). Plant-based school meals as levers of sustainable food transitions: A narrative review and conceptual framework. *Journal of Agriculture and Food Research*, 10, 100429. doi: 10.1016/j.jafr.2022.100429
 - (46). Lehtinen, U. (2012). Sustainability and local food procurement: a case study of Finnish public catering. *British Food Journal*, 114(8), 1053–1071. doi: 10.1108/00070701211252048
 - (47). Marie Berthoud. (2017). Communication publique et alimentation: une étude des dispositifs info-communicationnels à destination des enfants dans les écoles primaires. *Université Charles de Gaulle - Lille III*.
 - (48). Martínez Fons, D. (2009). *Cláusulas sociales, libre competencia y contratación pública*. Madrid: Fundación Alternativas.
 - (49). Mendoza Jiménez, J., Hernández López, M., & Franco Escobar, S. E. (2019). Sustainable Public Procurement: From Law to Practice. *Sustainability*, 11(22), 6388. doi: 10.3390/su11226388
 - (50). MENFPESRS. (2021). Correspondance n° 0769/21 du 27 juillet 2021, à propos de la délégation de la restauration scolaire afin d'améliorer le service de l'alimentation dans

- les internats et les cantines du secondaire collégial et qualifiant, 2 (2021). Retrieved from men.gov.ma
- (51). MENPS. (2021). Guide procédural de la gestion déléguée des cantines scolaires et des internats de l'enseignement public, 96 (2022). Retrieved from men.gov.ma
 - (52). Mensah, C., & Karriem, A. (2021). Harnessing Public Food Procurement for Sustainable Rural Livelihoods in South Africa through the National School Nutrition Programme: A Qualitative Assessment of Contributions and Challenges. *Sustainability*, 13(24), 13838. doi: 10.3390/su132413838
 - (53). Mistretta, M., Caputo, P., Cellura, M., & Cusenza, M. A. (2019). Energy and environmental life cycle assessment of an institutional catering service: An Italian case study. *Science of The Total Environment*, 657, 1150–1160. doi: 10.1016/j.scitotenv.2018.12.131
 - (54). Molin, E., Martin, M., & Björklund, A. (2021). Addressing Sustainability within Public Procurement of Food: A Systematic Literature Review. *Sustainability*, 13(23), 13395. doi: 10.3390/su132313395
 - (55). Morand, P.-H., & Maréchal, F. (2021). Achats responsables et achat local: théorie et enseignements des données ouvertes françaises. *57^{ème} colloque de l'ASRDLF Territoire(s) et Numérique*. Avignon, France., hal-03392039.
 - (56). Morgan, K. (2008). Greening the Realm: Sustainable Food Chains and the Public Plate. *Regional Studies*, 42(9), 1237–1250. doi: 10.1080/00343400802195154
 - (57). Morgan, K., & Sonnino, R. (2008). *The school food revolution: public food and the challenge of sustainable development*. London ; Sterling, VA: Earthscan.
 - (58). Morley, A. (2021). Procuring for change: An exploration of the innovation potential of sustainable food procurement. *Journal of Cleaner Production*, 279, 123410. doi: 10.1016/j.jclepro.2020.123410
 - (59). Mounssif Abderrahim & Saidi Abdelmajid. (2023). Restauration collective des établissements scolaires publics au Maroc : origine et tendances récentes. In Développement territorial durable et dynamiques sectorielles : défis et enjeux pour les acteurs (pp. 267–299). Maroc.
 - (60). OECD. (2019). *Report on the Implementation of the Recommendation of the Council on Public Procurement* (C(2019)94/FINAL). Paris.: Organisation for Economic Co-operation and Development. Retrieved from [https://one.oecd.org/document/GOV/PGC\(2019\)13/REV1/en/pdf](https://one.oecd.org/document/GOV/PGC(2019)13/REV1/en/pdf)
 - (61). Oostindjer, M., Aschemann-Witzel, J., Wang, Q., Skuland, S. E., Egelanddal, B., Amdam, G. V., Schjøll, A., Pachucki, M. C., Rozin, P., Stein, J., Lengard Almlí, V., & Van Kleef, E. (2017). Are school meals a viable and sustainable tool to improve the healthiness and sustainability of children's diet and food consumption? A cross-national comparative perspective. *Critical Reviews in Food Science and Nutrition*, 57(18), 3942–3958. doi: 10.1080/10408398.2016.1197180
 - (62). Ouda, J. B., Mulaudzi, P., Najoli, E. K., Wanyama, R., & Runhare, T. (2019). An evaluation of stakeholder capacity in the implementation of millenium village primary school meal project. *Evaluation and Program Planning*, 72, 179–187. doi: 10.1016/j.evalprogplan.2018.10.003
 - (63). Pacheco-Blanco, B., & Bastante-Ceca, M. J. (2016). Green public procurement as an initiative for sustainable consumption. An exploratory study of Spanish public universities. *Journal of Cleaner Production*, 133, 648–656. doi: 10.1016/j.jclepro.2016.05.056
 - (64). Palumbo, R., Vezzosi, S., Picciolli, P., Landini, A., Annarumma, C., & Manna, R. (2018). Fostering organizational change through co-production. Insights from an Italian

- 473

- (78). Valente, K., Da Conceição Amaral Ribeiro, S., & Regina Sarkis Peixoto Joele, M. (2023). SISTEMAS AGROALIMENTARES LOCAIS: PASSADO, PRESENTE E FUTURO DA EXPERIÊNCIA DE REGIONALIZAÇÃO DA MERENDA ESCOLAR NO MUNICÍPIO DE SOURE/PA: *Revista Brasileira de Gestão e Desenvolvimento Regional*, 19(2). doi: 10.54399/rbgdr.v19i2.6949
- (79). Vañó Vañó, M. J. (2018). Limitaciones a la aplicación de cláusulas sociales en la contratación pública desde la perspectiva del derecho de la competencia. *CIRIEC-España, Revista de Economía Pública, Social y Cooperativa*, 87, 177. doi: 10.7203/CIRIEC-E.87.7219
- (80). Vasilakis, C. (2011). *Fighting poverty and child malnutrition: on the design of foreign aid policies **.
- (81). Walker, H., & Brammer, S. (2012). The relationship between sustainable procurement and e-procurement in the public sector. *International Journal of Production Economics*, 140(1), 256–268. doi: 10.1016/j.ijpe.2012.01.008
- (82). WFP (Ed.). (2020). *State of School Feeding Worldwide 2020*. World Food Programme Via C.G. Viola, 68-70, Rome 00148, Italy.